



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE CARCASSONNE

ARRÊTÉ

N° : 2026-0122

Service :
Direction Générale des Services

PORTANT DÉLÉGATIONS PERMANENTES DE SIGNATURE
DIRECTION DES FINANCES

Le Maire de la Ville de Carcassonne, Chef-lieu du Département de l'Aude ;

Vu l'article L. 2122-19 du code général des collectivités territoriales, conférant au maire le pouvoir de donner, sous sa responsabilité et sa surveillance, délégation de signature au directeur général des services, au directeur général adjoint, au directeur général, au directeur des services techniques et aux responsables de services communaux,
VU les articles L2122.30 et R2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints en date du 29 mars 2026

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}

Mme Aurore GUILLAIN-DOULIEZ, Directrice adjointe aux finances a, sous mon contrôle et ma responsabilité, pour signer dans le cadre de son domaine de compétence, tous les documents concernant le fonctionnement interne de son service (y compris les congés, ordres de missions, rapports internes).

Notamment, elle peut signer les correspondances administratives internes concernant sa Direction, la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives à l'appui des mandats de paiement et titres de recettes, les courriers d'échange avec les fournisseurs concernant leur facturation, ces derniers pouvant notamment concerner les courriers de relance, les courriers de rejet, les courriers de suspension de paiement, les courriers relatifs à la perception de la taxe de séjour, les courriers de demande de versement de subventions, les courriers de réponse à l'administration fiscale, les demandes de pièces complémentaires aux associations, les dotations diverses, les accusés réceptions de dossiers reçus en matière de fiscalité, les attestations de biens constatés vacants et les courriers de rappel de paiement.

ARTICLE 2

La signature des pièces et actes relevant de la délégation définie à l'article 1 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative suivante : « par délégation du maire ».

ARTICLE 3

La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié électroniquement sur le site de la ville de Carcassonne et qui sera adressé à l'intéressée et à Monsieur le préfet de l'Aude.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211100698-20260331-30769-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/04/2026
Publication : 08/04/2026

Fait à Carcassonne, à l'hôtel de Ville,
Le 31 mars 2026

Le Maire,
Christophe BARTHES



Conformément à l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant auprès de la collectivité signataire du présent document.